

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREC

Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-24-77-FP
Code AIOT : 0006104066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement EUREC implanté 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREC
- 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUREC réalise depuis l'an 2000 sur le site de Saint-Pierre-de-Chandieu, d'une surface initiale de 10 298 m², des activités de tri-transit-regroupement de pneus usagés, et de broyage-cisaillage. À ce titre, le site est classé au titre des nomenclatures ICPE et IOTA.

Le site relève notamment du régime de l'autorisation pour les rubriques ICPE 2791 (traitement de déchets non-dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non-dangereux non-inertes).

En 2022, après extension sur la parcelle voisine de 3549 m², le site dispose d'une surface cumulée de 13 841 m². Cette extension ne génère pas d'augmentation du tonnage traité annuellement, mais vise à entreposer une quantité additionnelle de 2600 m³ de pneus ou de broyats, à comparer avec les 8 335 m³ autorisés précédemment. Selon l'exploitant, malgré cet agrandissement et compte tenu du tonnage collecté annuellement (20 à 25 kt), le site reste contraint ce qui pose des difficultés en particulier pour les manœuvres des semi-remorques.

L'activité de collecte est effectuée soit par EUREC directement ou sa filiale Trans Eurec, par dépôt de bennes ou ramassage manuel chez les clients. L'entreprise gère un important parc de bennes de 35 m³, qui nécessitent des espaces d'entreposage récurrents.

Le site travaille essentiellement pour l'éco-organisme ALIAPUR, qui agit pour le compte des principaux metteurs en marché de pneumatiques neufs en France. ALIAPUR programme des enlèvements de broyats depuis le site EUREC, notamment par chargement de conteneurs maritimes, prêts à être expédiés à l'étranger pour de la valorisation matière ou en cimenterie.

À la suite de l'extension réalisée en 2022, un nouvel arrêté préfectoral daté du 15/09/2022 a abrogé les prescriptions des arrêtés précédents.

L'inspection du 19/03/2024 concernait les rejets d'effluents aqueux, et a été effectuée dans le cadre d'une opération régionale dédiée.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	4 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement aménagés	article 50	
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection du 19/03/2024 :

- un non-respect de la périodicité minimale de surveillance pour les 2 points de rejet du site ;
- un non-respect de la télétransmission GIDAF entre 2016 et 2023. En outre, le cadre GIDAF n'était pas adapté à la configuration actuelle des bassins tampons ;
- la réalisation de mesures PFAS sur 2 paramètres mais pas de campagne de mesure globale initiée en lien avec l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'exploitant a signé un bon de commande pour un début de campagne en avril 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux existe et a été mis à disposition de l'Inspection. Celui-ci a été mis à jour pour la dernière fois le 07/09/2021. Le plan fait notamment apparaître le réseau de collecte des effluents liquides du site. Ce dernier est étanche dans son ensemble.</p> <p>Le site ne rejette pas d'eaux issues de procédés industriels, mais seulement les eaux transitant sur les voiries et plateformes. Les eaux de toiture sont infiltrées dans le sol, tandis que les eaux usées domestiques sont envoyées vers une fosse septique.</p> <p>Les eaux de la plateforme Est (avant extension de 2022) sont collectées par le bassin enterré n°1. Celles-ci transitent dans le séparateur à hydrocarbures n°1 avant rejet dans 3 puits d'infiltration. Les eaux de la plateforme Ouest (extension de 2022) sont collectées dans le bassin enterré n°2, et transitent dans le séparateur à hydrocarbures n°2 avant rejet dans un puits d'infiltration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : La visite de terrain n'a pas révélé de conditions de rejet inadaptées vis-à-vis du milieu récepteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La visite de terrain n'a pas révélé d'aménagements inadaptés au regard de la surveillance des rejets aqueux prescrite par l'arrêté préfectoral du 15/09/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une

<p>mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets d'effluents du site étant dépendants de la pluviométrie, la surveillance des rejets ne dépend pas de flux journaliers.</p> <p>Néanmoins, le dernier arrêté préfectoral du site prescrit la réalisation de mesures mensuelles au droit des 2 points de rejets. Ces mesures sont confiées à un prestataire (PC ENVIRONNEMENT).</p> <p>Le contrôle par sondage réalisé sur l'année 2023 met en évidence l'absence de mesures pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2023. Par ailleurs, la télétransmission GIDAF n'a pas été réalisée sur plusieurs années, entre 2016 et 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller au respect des périodicités de surveillance, et de télétransmission, inscrites dans le dernier arrêté préfectoral encadrant les activités industrielles du site EUREC de Saint-Pierre-de-Chandieu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du site (15/09/2022) prescrit le respect de valeurs limites de rejet pour les paramètres MES, Hydrocarbures totaux et DCO (article 4.3.10). Un contrôle par sondage est réalisé pour l'année 2023. À la lecture des rapports d'intervention du prestataire, l'Inspection constate :</p>

<p>- un dépassement en février 2023 de près de 2 fois la VLE pour le paramètre MES sur le bassin SH2. Le prestataire recommande une action corrective si un nouveau dépassement est observé en mars 2023. En mars 2023, un rapport d'analyse du laboratoire SGS (mandaté directement par l'exploitant sans passer par le prestataire) montre un nouveau dépassement de près de 2 fois la valeur seuil pour les MES mais pour le bassin SH1.</p> <p>- un dépassement en août 2023 pour le paramètre DCO (195 au lieu de 180) pour le bassin SH2. Pas renouvellement pour les mois de septembre et octobre 2023.</p> <p>L'exploitant, après les mesures de février et mars 2023, décide de procéder au curage de l'ensemble des réseaux de collecte des effluents pluviaux du site. Ce dernier est réalisé en 2 fois, en mai et juillet 2024. Une inspection « caméra » des réseaux est effectuée le 16 mars 2023, suite à une visite de l'Inspection en début d'année 2023. Celle-ci ne révèle pas de dépôt particulier dans les réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que le cadre GIDAF du site (code AIOT : 0006104066) est incomplet entre 2016 et 2024.</p> <p>L'exploitant indique que le cadre GIDAF est incomplet : il manque un des deux bassins tampons du site, tandis que les valeurs limites ne correspondent pas à celles prescrites par l'arrêté du 15/09/2022.</p> <p>Nota : à la suite de l'inspection du 19/03/2024, l'Inspection a procédé à la correction du cadre GIDAF du site EUREC de Saint-Pierre-de-Chandieu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de remplir le cadre GIDAF mis à jour du site à partir d'octobre 2022.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate qu'aucun moyen de détermination du débit n'est en place au niveau des 2 points de rejet du site. L'arrêté préfectoral du site (15/09/2022) prescrit une mesure de débit, lorsque celui-ci dépasse 10 m3/j.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est peu probable que le débit en sortie des 2 séparateurs à hydrocarbures du site (SH1 et SH2) atteigne cette valeur, compte-tenu du type de rejet (pluvial).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection informe l'exploitant que le site de Saint-Pierre-de-Chandieu est concerné par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, prescrivant la réalisation d'une campagne trimestrielle de mesures sur 20 PFAS dans les délais indiqués dans l'arrêté (9 mois dans le cas d'EUREC).</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection que des mesures de PFAS sont déjà réalisées mais à une fréquence semestrielle, sur les composés PFOA et PFOS. La dernière mesure de PFAS a été faite en</p>

décembre 2023.

L'exploitant indique que la 1ère campagne trimestrielle de l'AM du 20/06/2023 n'a pas été initiée, mais ce dernier est en mesure de réaliser les 1er prélèvements d'ici fin mars 2024.

Suite à l'inspection du 19/03/2024, un devis signé pour la réalisation d'une campagne de prélèvements de mars à avril 2024 a été transmis à l'Unité Départementale du Rhône.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyse à l'issue de la 1ère campagne sur GIDAF au mois de juin 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois